

# rapport

## DE LA CRISE À LA RELANCE EN MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE :

Défis et opportunités sur le chemin d'une  
croissance durable post-Covid-19

RAPPORT No. 27  
Novembre 2020  
[www.iemed.org](http://www.iemed.org)

# rapport

## DE LA CRISE À LA RELANCE EN MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE :

Défis et opportunités sur le chemin d'une  
croissance durable post-Covid-19

Webinaire, 11 novembre 2020



### Introduction

La pandémie Covid-19 et les mesures prises pour lutter contre sa propagation ont plongé l'économie mondiale dans une récession historique. Dans une Méditerranée occidentale gravement touchée par le nouveau coronavirus, les flux commerciaux ont chuté de manière spectaculaire tandis que des industries essentielles pour les économies de la région, telles que le tourisme, les transports et l'énergie, ont été mises à rude épreuve. Tant au Nord qu'au Sud de la Méditerranée occidentale, l'ampleur du ralentissement économique est historique, les chutes du PIB atteignant des niveaux jamais vus en temps de paix.

Bien que la deuxième vague de la pandémie Covid-19 ait aggravé la situation économique des pays de la Méditerranée occidentale, les pays de la sous-région ont préparé des plans de relance pour réactiver l'économie, soutenir le secteur privé et la création d'emplois et encourager les investissements.

Dans un tel contexte, le réseau MedThink 5+5, coordonné par l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed), et en collaboration avec le Policy Center for the New South (PCNS), a réuni des experts de premier plan issus de différents centres de réflexion, du monde universitaire et des services diplomatiques, pour discuter des perspectives de reprise économique dans la Méditerranée occidentale post-Covid-19. Ce deuxième webinaire MedThink 5+5 réalisé au cours d'une année marquée par la pandémie Covid-19, avait pour objet d'analyser la situation économique engendrée par la crise Covid-19 dans les dix pays du Dialogue 5+5, ainsi que les politiques macroéconomiques menées par leurs gouvernements respectifs pour protéger les tissus productifs nationaux et la cohésion sociale. Enfin, les opportunités et les défis qui se présentent pour une relance économique durable ont été débattue par les participants du webinaire.



Avec ce webinaire, le réseau MedThink 5+5 des centres de réflexion de la Méditerranée occidentale a offert un espace où les experts des deux rives de la Méditerranée ont pu partager leurs analyses et leurs réflexions sur une question cruciale qui aura un impact sur l'avenir de la région et qui appelle à une coopération renforcée entre le Nord et le Sud de la Méditerranée occidentale, notamment dans le cadre du Dialogue 5+5.

Les défis et les opportunités de la reprise économique post-Covid-19 en Méditerranée occidentale ont donc fait l'objet d'un débat entre **Senén Florensa** (président du comité exécutif de l'IEMed), **Karim El Aynaoui** (président du Policy Center for the New South), **Luis Óscar Moreno** (directeur général de la Diplomatie économique au ministère espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération), **Roger Albinyana** (directeur du département des politiques régionales méditerranéennes et du développement humain de l'IEMed), **Giorgia Giovannetti** (vice-présidente de l'Université de Florence), **Hakim Ben Hammouda** (ancien ministre de l'Économie et des Finances de Tunisie), **Yahia Zoubir** (professeur de relations internationales, Kedge Business Schools) et **Larabi Jaïdi** (Senior Fellow au Policy Center for the New South).

Après une introduction sur l'ampleur de la crise économique engendrée par les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 dans les pays du Dialogue 5+5, les participants ont analysé les réponses à court terme que les différents gouvernements de la région ont donné à la crise. Ils ont ensuite débattu de ce que devraient être les objectifs des réponses à moyen et long terme et qui devront être intégrés dans leurs plans de relance. Pour ce faire, ils ont signalé les opportunités et les défis économiques que les gouvernements des pays de la Méditerranée occidentale doivent prendre en compte pour réussir à remettre leurs économies sur la voie d'une croissance économique et d'une création d'emplois plus durables et inclusives. Leurs réflexions et leurs recommandations sont exposées dans ce rapport, qui résume les discussions de ce webinaire stimulant.

### Une crise économique inédite dans la région

Comme dans d'autres parties du monde, la Covid-19 et ses implications sanitaires ont incité les gouvernements de la Méditerranée occidentale à prendre des mesures drastiques pour réduire les activités socioéconomiques pendant un laps de temps considérable. Ces mesures, qui se sont traduites par des fermetures, des couvre-feux, des restrictions de mobilité et des

fermetures d'entreprises, ont conduit à ce que les participants ont décrit comme une récession auto-infligée historique. En effet, les PIB des pays de la région, qu'ils soient du Nord ou du Sud, devraient chuter de 4 à 12 % en 2020 (et même de 66 % en Libye selon l'OCDE). L'alternance de périodes dites de stop & go a créé une incertitude et une insécurité extrêmement préjudiciables à la reprise de l'activité économique, notamment dans le domaine du commerce. Face à une telle crise, les coûts économiques et sociaux ont été extrêmement élevés, notamment en termes de pertes d'emplois et de faillites d'entreprises lesquelles, contrairement aux crises économiques précédentes, ont frappé beaucoup plus le secteur tertiaire que le secteur manufacturier, comme l'a souligné un intervenant. Les secteurs du tourisme, du transport, du textile, de l'automobile et des énergies fossiles, généralement considérés comme les principaux moteurs de la croissance des économies de la Méditerranée occidentale, ont été les plus durement impactés par la crise liée à la Covid-19.



Dans les pays du Maghreb, venant s'ajouter aux fragilités et aux crises déjà existantes, la Covid-19 a provoqué un choc énorme qui a exacerbé les problèmes économiques existants. En Tunisie, par exemple, la récession, dont on estime qu'elle a entraîné une chute d'environ 8 % du PIB, s'est installée dans une situation économique de faiblesse, exacerbée par l'instabilité politique. Dans d'autres pays de la rive sud de la Méditerranée occidentale, à

savoir l'Algérie et la Libye, un choc pétrolier et gazier déclenché par l'effondrement de la demande a ajouté une nouvelle couche à la crise Covid-19. Par conséquent, ces pays sont pris au piège d'une impasse financière qui menace leur capacité à répondre à la crise à court et à long terme.

### **Contenir la crise : des réponses politiques à court terme**

Depuis mars 2020, les pays de la Méditerranée occidentale ont tous mis en place des mesures d'urgence destinées à contrebalancer et à amortir les effets des restrictions qu'ils ont eux-mêmes mises en place pour lutter contre la propagation de la pandémie. Les objectifs étaient, d'une part, de soutenir et de consolider le secteur privé et le tissu productif, et, d'autre part, de fournir des filets de sécurité aux ménages les plus fragiles dont les revenus ont été impactés par l'arrêt ou le ralentissement de l'activité économique.

Comme l'ont fait remarquer les intervenants, tant au Nord qu'au Sud de la région, les politiques budgétaires se sont taillé la part du lion dans les réponses gouvernementales d'urgences à la crise. Destiné à fournir des filets de sécurité aux entreprises et aux ménages ayant besoin de trésorerie (subventions et prêts aux PME, transferts de trésorerie, crédits d'impôt), cet effort fiscal sans précédent (s'élevant à 3 % du PIB au Maroc) a exercé une pression énorme sur les budgets nationaux, en particulier au Sud dans les pays qui ont vu leurs recettes fiscales chuter de façon spectaculaire à la suite du choc pétrolier (Algérie, Libye) ou dont les fondamentaux économiques sont fragiles (Tunisie, Mauritanie). Les participants ont souligné que le paysage est moins inquiétant au sein de l'UE où les gouvernements, malgré un effort budgétaire massif, bénéficient de conditions de financement favorables, notamment suite à un accord sur une mutualisation partielle de la dette contractée pendant la pandémie.

Sur le plan de la politique monétaire, l'UE a été beaucoup plus active que les pays du Maghreb. En effet, comme l'ont fait remarquer les intervenants, ces derniers sont restés assez conservateurs et se sont abstenus d'expérimenter des mesures monétaires peu orthodoxes (assouplissement quantitatif, rachat

des dettes et des actifs privés sur le bilan de la banque centrale) contrairement à la plupart des pays émergents.

Cet ensemble de mesures visant à atténuer les effets d'une crise économique qui touche des millions de ménages et d'entreprises va créer certains défis pour la stabilité macroéconomique des pays de la région, essentiellement au Maghreb. Comme l'ont souligné les participants, les plans de relance annoncés par la quasi-totalité des gouvernements de la Méditerranée occidentale devront tenir compte de ces déséquilibres – souvent hérités des crises précédentes – pour assurer une sortie de crise réussie.

### **Mettre en place une réponse à long terme au moyen de plans de relance bien ciblés**

Alors que l'été 2020 apportait un relatif répit sur le front de la pandémie dans la région, les pays de la Méditerranée occidentale comme l'Algérie, la Tunisie, le Maroc ou la France ont dévoilé des plans de relance avec l'ambition affichée de lancer un nouveau modèle de croissance économique fondé sur les principes du développement durable et de l'économie de la connaissance. La pandémie, en mettant en évidence les vulnérabilités et les fragilités des modèles économiques des pays de la Méditerranée occidentale, a en effet conduit à un questionnement qui impactera les stratégies de relance après-Covid-19. Les experts invités à débattre de la question se sont accordés à dire que la crise, si elle est judicieusement

exploitée par les gouvernements actuels, pourrait être une opportunité de réorienter les modèles de développement régional vers des secteurs économiques plus prometteurs, durables et résilients.

Au sein de l'UE, la volonté de tirer parti de la reprise après-crise pour



jeter les bases d'une économie moderne et durable a été rendue tangible par l'adoption du plan de relance « Next Generation EU » (750 milliards d'euros). Conçu pour stimuler l'économie de l'UE après la crise de la Covid-19, ce plan prévoit de dégager des fonds pour financer en priorité les transitions verte et numérique.

Cette ambition de transformation est partagée par la plupart des gouvernements de la région, que ce soit au Nord ou au Sud. Les plans de relance annoncés par les pays de la région répondent-ils à une situation conjoncturelle plutôt qu'à un réel appétit de réformes ? Cela reste à voir selon les intervenants qui ont néanmoins estimé que les réformes structurelles sont primordiales. Cela est d'autant plus vrai pour les États rentiers (Algérie, Libye) dont les industries extractives traversent des moments difficiles et qui sont maintenant confrontés à l'impérieuse nécessité d'opérer un virage vers des économies productives ouvertes et diversifiées.

Dans ce contexte, les intervenants ont mis l'accent sur les opportunités actuelles sur lesquelles la reprise économique après-Covid-19 pourrait se fonder dans la région de la Méditerranée occidentale, tout en soulignant certains des défis communs à surmonter dans le cadre de cette démarche.

### **Les opportunités de l'ère post-Covid-19 pour transformer les modèles économiques régionaux**

La crise de la Covid-19 a bouleversé nos sociétés et nos économies avec une ampleur jamais vue en temps de paix. La pandémie a remis en question la durabilité de nombreux secteurs et pratiques économiques tout en renforçant et en accélérant les mégatendances émergentes. Le contexte après-Covid-19 devrait en effet offrir des possibilités de passer à des économies plus productives et plus durables. Cela vaut également pour la région où les intervenants ont identifié trois grandes opportunités qui, si elles sont correctement saisies dans le contexte de la reprise, pourraient conduire à un bassin méditerranéen occidental plus résilient et plus intégré.



La première opportunité mise en avant par les intervenants est qu'un raccourcissement des chaînes de valeur mondiales (CVM) pourrait être bénéfique pour la région et jouer un rôle clé dans le redressement post-Covid-19. La pandémie a en effet entraîné une demande accrue de réorganisation des chaînes de valeur mondiales favorisant le nearshoring (délocalisation d'une partie de la production vers une région ou un pays plus proche), cela afin d'éviter la concentration excessive et les tensions d'approvisionnement que certains pays ont connues tout au long de la première phase de la crise. C'est notamment le cas de l'Union européenne qui a développé, en mai 2020, le concept d'« autonomie stratégique ouverte » appelant à la diversification de ses chaînes d'approvisionnement pour assurer une plus grande indépendance vis-à-vis d'un certain nombre de pays. Et les pays du Maghreb ont un rôle à jouer dans ce nouveau contexte, comme l'ont fait remarquer les participants.

En effet, les experts ont estimé que le contexte actuel exigeant plus de proximité, plus de diversification et moins de concentration donne l'occasion de mettre l'accent sur le Sud de la Méditerranée en tant que frontière de production. L'intégration des pays du Maghreb, en particulier du Maroc et de la Tunisie, dans les chaînes de valeur régionales (CVR) permettrait de répondre aux exigences de proximité, de diversification et aux préoccupations environnementales tout en contribuant éventuellement à une plus grande intégration régionale dans le bassin méditerranéen occidental. Comme l'a souligné un intervenant, la Tunisie et le Maroc, des pays avec des coûts de main-d'œuvre désormais inférieurs à ceux des pays d'Asie du Sud-Est, une distance moindre par rapport aux marchés européens, ainsi que des accords commerciaux déjà existants, sont en effet des pays attractifs pour les entreprises européennes intéressées par le nearshoring de leurs productions. Cela serait particulièrement pertinent dans les secteurs de l'automobile et du textile où ces pays bénéficient d'un avantage comparatif, ainsi que dans le secteur pharmaceutique (à condition que le transfert de connaissances ainsi que des normes communes soient mis en œuvre). En plus de créer des emplois, ces pôles industriels permettraient aux pays du Maghreb d'augmenter leurs exportations à leur marge intensive.

Néanmoins, il a été clairement souligné que toute stratégie visant à favoriser les CVR en Méditerranée occidentale requerrait inévitablement une plus grande coopération entre les pays européens et maghrébins, notamment par l'adoption d'accords de libre-échange (ALE) et la création de zones de libre-échange (ZLE), la fixation de normes communes et la lutte contre les menaces protectionnistes. Une telle stratégie nécessiterait également une mise à niveau des compétences numériques, des infrastructures et des environnements commerciaux des pays d'accueil afin de pouvoir attirer les investissements. À cet égard, le développement de la chaîne de valeur maroco-espagnole a été considéré comme un exemple à suivre : très important dans les secteurs de l'automobile et du textile, il a fait de l'Espagne le premier partenaire commercial du Maroc au cours des 5 dernières années, tandis que Rabat s'est imposée parmi les 10 premiers partenaires commerciaux de Madrid.



Les participants ont également tenu à soulever la question de l'économie verte, en tant que potentiel moteur de la reprise post-Covid-19 en Méditerranée occidentale. Il est apparu clairement à tous que l'Union européenne, par l'adoption de son « Pacte Vert pour l'Europe » (EGD) et de son plan de relance « NextGenerationEU », est déterminée à s'engager dans une transition verte qui définira sa nouvelle stratégie de croissance. Cette nouvelle priorité appelle inévitablement à une coopération accrue avec les pays du Maghreb, notamment en matière de production d'énergie renouvelable ou de voitures électriques.

Pour les pays du Maghreb, la transition verte représente l'opportunité de diversifier leurs sources de croissance et pourrait constituer une base pour favoriser la reprise après-Covid-19. Dans ce contexte, un programme vert commun pour la relance est indispensable, notamment pour mobiliser des financements à grande échelle et éviter que l'EGD ne devienne un obstacle à l'entrée sur le marché européen.

Il est largement admis que la pandémie de la Covid-19 a donné une impulsion considérable à la transition numérique dans le monde entier. Source de croissance et de résilience, la numérisation devrait être le troisième pilier des stratégies de relance des pays de la Méditerranée occidentale, selon les intervenants. Si, du côté européen, la promotion de la transition numérique est une priorité absolue du plan de relance « NextGenerationEU », les pays du Maghreb ne se sont pas encore pleinement approprié cette question, comme remarqué par les experts. Il s'agit sans aucun doute d'un domaine de coopération régionale prometteur, au même titre que la promotion des chaînes de valeur régionales et la transition verte.

### **Les défis à venir pour les économies de la Méditerranée occidentale de l'après-Covid-19**

La reprise après Covid-19 ne sera pas un chemin facile pour les pays de la Méditerranée occidentale. Les intervenants ont identifié des défis importants qui pourraient entraver les efforts pour construire des économies plus durables et plus résilientes dans la sous-région.

Tout d'abord, dans les pays du Maghreb, notamment en Tunisie, les causes profondes qui ont conduit aux soulèvements arabes n'ont pas disparu dix ans plus tard. De fait, la Covid-19 a mis en évidence la faible capacité d'un certain nombre de gouvernements à remplir leurs fonctions essentielles pour absorber le choc (tant du point de vue sanitaire que du point de vue économique) et assurer une protection sociale. La question de la gouvernance est toujours à l'ordre du jour, notamment d'un point de vue politique, avec des demandes récurrentes dans le domaine de reddition des comptes des élites dirigeantes.

Sur le plan économique, un programme solide de réformes apparaît comme une condition préalable pour soutenir le rebond de l'économie. Il comprend des réformes structurelles très attendues visant à améliorer les systèmes éducatifs et le climat des affaires, tout en s'attaquant aux fragiles fondamentaux macroéconomiques hérités de la crise financière de 2008 et d'une décennie d'instabilité.

Le défi posé par le programme de réformes s'applique également aux pays du Nord de la Méditerranée. Des réformes sont indispensables pour améliorer la qualité des systèmes éducatifs, favoriser des économies plus innovantes, plus flexibles et pour réformer le secteur public. Ce sont des conditions indispensables si les pays méditerranéens de l'UE tels que la France, l'Italie et l'Espagne aspirent à se montrer à la hauteur de la concurrence accrue de la Chine et des pays émergents.

Deuxièmement, le contexte financier post-Covid-19 devrait être particulièrement difficile pour les pays du Maghreb. Les dépenses publiques massives destinées à soutenir les entreprises et les ménages tout au long de la crise ont exercé une pression énorme sur les budgets. Certains experts ont estimé que la dette des pays du Sud de la Méditerranée augmente de manière inquiétante, menaçant d'atteindre des niveaux insoutenables si la crise devait durer. Contrairement aux pays de l'Union européenne qui se sont mis d'accord pour mutualiser une partie de leur dette, ils ne bénéficient pas de positions financières consolidées et favorables sur les marchés internationaux. Il est évident que cette aggravation de la situation financière réduira considérablement la marge de manœuvre de ces pays lorsque le moment sera venu de lancer des plans de relance.

Le recours aux institutions financières internationales (IFI) a été évoqué par un intervenant qui a néanmoins reconnu que les IFI sont devenues beaucoup plus strictes en matière de reddition des comptes, ce qui a incité certains pays comme l'Algérie à écarter cette option. En l'absence du financement habituel des États du Golfe, l'UE devrait donc être un acteur clé. Dans ce contexte, un

intervenants a jugé nécessaire d'envisager des systèmes de financement innovants tels que l'extension des garanties mises en place par l'UE pour certains pays du Sud de la Méditerranée comme le Maroc et la Tunisie (sous conditions). Enfin, les participants se sont accordés à dire que, puisque le soutien budgétaire de l'UE ne sera vraisemblablement pas suffisant, une aide financière exceptionnelle sera nécessaire pour stabiliser les économies après-Covid-19 des pays du Grand Maghreb, de la Libye à la Mauritanie.



### Conclusion

Tout au long du webinaire, les intervenants ont constamment souligné le fait que la crise Covid-19 représente un tournant pour la Méditerranée occidentale. Si les pays de la sous-région restent embourbés dans une crise qui ne montre aucune perspective de sortie, les choix qui seront faits dans le cadre de la relance post-Covid-19 détermineront l'orientation des économies pour les prochaines décennies. À cet égard, les intervenants ont mis en évidence quelques opportunités et défis clés qui sont susceptibles de structurer la reprise économique dans la sous-région. Dans ce contexte, la coopération entre les dix pays de la Méditerranée occidentale sera plus nécessaire que jamais pour saisir les opportunités et relever les défis. Il semble évident qu'aucun pays de la sous-région ne sera en mesure de relever seul les défis de l'après-Covid-19, qu'il s'agisse des CVR, des

transitions verte et numérique, de la gouvernance et du programme de réformes, ou de l'aide financière. Au contraire, la coopération et les réponses coordonnées seront essentielles pour construire un agenda pour un futur commun durable et prospère, que ce soit dans le cadre d'une politique européenne de voisinage rénovée, de l'Union pour la Méditerranée ou du Dialogue 5+5. Les intervenants de ce webinaire ont donné un aperçu des principaux axes de cette coopération. Ils doivent maintenant être entendus par les décideurs politiques de la Méditerranée occidentale.

### Recommandations politiques et messages clés

- Dans le cadre des réponses à apporter à la crise de la Covid-19 et aux crises futures, les pays du Sud du bassin méditerranéen occidental devraient abandonner les paradigmes traditionnels et les règles budgétaires à court terme et mettre en œuvre une politique monétaire plus souple.
- Les plans de relance après-Covid-19 en Méditerranée occidentale devraient favoriser une réelle diversification des économies nationales, et le passage d'une économie de rente à une économie productive et moderne. Ils pourraient s'appuyer sur une stratégie visant à encourager les chaînes de valeur régionales et les transitions verte et numérique.
- Compte tenu de leur attractivité et de leurs avantages comparatifs, les pays du Maghreb, en particulier le Maroc et la Tunisie, ont un rôle à jouer dans l'« autonomie stratégique ouverte » de l'Union européenne et les processus de nearshoring des productions concernant les secteurs automobile, textile et pharmaceutique de l'ère post-Covid-19.
- Afin de faciliter l'émergence de solides chaînes de valeur régionales en Méditerranée occidentale, la coopération régionale sera essentielle pour garantir l'adoption d'accords de libre-échange, l'établissement de normes communes, la mise à niveau des compétences et des infrastructures numériques, ainsi qu'un climat des affaires propice.
- Le redressement après-Covid-19 devrait être soutenu par un programme de réformes très attendu visant à remédier aux faiblesses structurelles des pays de la sous-région dans les domaines de la gouvernance, de

l'éducation, des politiques fiscales, du climat des affaires et du secteur public.

- La coopération régionale (PEV, UpM, Dialogue 5+5) et les réponses coordonnées à la crise seront essentielles pour saisir les opportunités partagées de la reprise après-Covid-19 (CVR, agendas verts et numériques) et surmonter les défis (programme de réformes et besoins financiers critiques).

